

Insécurité dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest

CONSEQUENCES ECONOMIQUES ET IMPACTS SUR L'ACTIVITE DES ENTREPRISES

Juillet 2018

Le Cameroun connaît de nombreux bouleversements au plan sécuritaire et humanitaire depuis 2013. Trois zones du pays sont désormais concernées : (i) à l'Est, le pays a été affecté par les contre coups des tensions politiques et sociales qui secouent son voisin, la République Centrafricaine ; (ii) à l'Extrême-Nord, les exactions de la secte Boko Haram tardent à être éradiquées et entretiennent toujours un climat d'insécurité ; (iii) depuis fin 2016, les Régions du Nord-Ouest (NW) et du Sud-Ouest (SW) du pays ont sombré dans un climat d'insécurité qui se généralise chaque jour un peu plus.

Si les conséquences de ces crises sont évidemment d'abord humanitaires (pertes en vies humaines, afflux des réfugiés et des personnes déplacées internes, ...) et sociales, l'insécurité a également des incidences économiques graves et notamment des répercussions néfastes sur l'activité des entreprises. A l'extrême-Nord, la crise a entraîné la paralysie de plusieurs secteurs dont le tourisme et l'hôtellerie, le transport, le commerce, l'agriculture et l'élevage. Face à cette insécurité, l'on y observe la chute drastique de l'effectif des touristes dans les parcs d'attraction (Réserve de Waza, Pics de Rhumsiki, etc.).

Alors que la crise à l'Est et dans l'Extrême-Nord semblaient en cours de stabilisation et de résorption, deux autres régions du pays sont rentrées depuis deux ans dans une instabilité croissante. Dans les Régions du Sud-Ouest (SW) et du Nord-Ouest (NW), des revendications identitaires ont progressivement dérivé vers un conflit larvé aux conséquences économiques qui sont aujourd'hui particulièrement désastreuses.

De par son rôle en tant qu'organisation intermédiaire, le Groupement Inter-Patronal du Cameroun souhaite ici présenter une esquisse d'évaluation des conséquences économiques de cette crise telles qu'exprimées par un échantillon d'entreprises choisies sur la base de leur représentativité et consultées lors de la deuxième quinzaine du mois de juillet 2018.

A- NW-SW : Une situation sécuritaire en dégradation continue

Commencée au mois d'octobre 2016 par des marches pacifiques, la crise a progressivement dérivé vers des marches violentes, ensuite des journées villes mortes couplées à des incendies des écoles et des commerces. Malgré le rétablissement du service Internet dont l'interruption avait été décidée à la mi janvier 2017 par le Gouvernement et d'autres mesures d'apaisement, un palier supplémentaire dans l'escalade de violences a été franchi à partir du mois d'octobre 2017.

Depuis lors, on assiste à des destructions de structures publiques, des incendies de bâtiments administratifs, des enlèvements et tueries des militaires et policiers, des enlèvements des autorités civiles et des personnalités contre des demandes de rançon, des affrontements armés quasi quotidiens et des destructions "aveugles" des biens des particuliers et des entreprises.

B- NW-SW : Les structures économiques spécifiquement ciblées

A l'évidence, les structures économiques des deux Régions sont spécialement ciblées. Dans le Document "PLAN D'ASSISTANCE HUMANITAIRE D'URGENCE DANS LES REGIONS DU NORD-OUEST ET SUD-OUEST 2018-2019" publié au mois de juin 2018, il est notamment indiqué que certains acteurs de la crise se seraient fixés pour but de détruire l'économie des Régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest. De fait, plusieurs aspects de cette crise sont organisés délibérément à cette fin et débouchent sur des conséquences économiques gravissimes. Au rang de ceux-ci, on note :

→ les opérations *Ghost town*

Les opérations « villes mortes » ont des conséquences dramatiques sur les activités économiques et les revenus des ménages. Caractérisées par la fermeture (heureusement souvent partielle) des commerces, des services et des entreprises, les journées « villes mortes » s'apparentent à des journées de grève générale et donc d'arrêt de la plupart des activités de production et de commercialisation. Les artisans et les commerces de détails étaient les premiers à en pâtir mais au vu du prolongement de ces opérations, le rattrapage des journées d'activité perdues est devenu impossible pour l'ensemble des acteurs économiques.

→ l'interruption du signal internet

Décidée à la mi janvier 2017 pour des impératifs sécuritaires, cette interruption qui a duré trois (03) mois, avait lourdement handicapé l'activité dans plusieurs secteurs, notamment celui des établissements bancaires, des compagnies d'assurances, des établissements de commerce et distributions qui se sont retrouvés littéralement coupés de leurs bases. Les petits métiers, florissants dans ce secteur et occupant de nombreux jeunes (cyber café, vente, réparation, ...) s'étaient retrouvés littéralement paralysés ; privés de leur support essentiel de travail. De même, le développement des star-ups qui prenait de l'ampleur dans la ville de Buéa a été freiné alors que de nombreux jeunes s'investissaient dans la recherche et l'innovation.

→ les attaques ciblées sur les structures économiques

Ces attaques ont commencé par les chantiers de réalisation des infrastructures publiques à travers les enlèvements des employés déployés par les entreprises et ont stoppé net leurs réalisations. Elles ont ensuite ciblé les installations des entreprises para publiques (notamment PAMOL et CDC), paralysant systématiquement l'activité

de ces mastodontes qui ont pourtant des effets structurants importants sur l'écosystème économiques de leurs zones d'implantation et au delà. Les attaques sont désormais également perpétrées de manière aveugle sur les outils de production dans tous les secteurs d'activité, notamment ceux se présentant comme des cibles faciles (véhicules de transport de personnes et de marchandises), ceux générant des cash flow (commerces, stations services) et ceux présentant un intérêt stratégique (pylônes des entreprises de télécommunication).

→ *les intimidations, rackets, enlèvements et assassinats des employés et responsables d'entreprises*

En plus des responsables administratifs, plusieurs entreprises ont été ciblées par des enlèvements de leurs employés suivis de demandes de rançons dont certains ont tourné au drame. Sont principalement concernés par ces enlèvements, les employés étrangers, les employés déployés sur les chantiers des infrastructures publiques et ceux des entreprises et commerces refusant de se plier aux appels aux villes mortes.

→ *Les décisions contre productives de certaines autorités administratives*

Déjà en proie aux intimidations de toutes sortes de la part des groupes armés et d'individus non identifiables, les entreprises de plusieurs villes des Régions du SW et du NW doivent en plus composer avec des décisions abusives et parfois contre productives de certaines autorités administratives locales. Il en est ainsi de la mise sous scellés des agences et autres établissements de commerce très souvent sans aucun avis et de donnant lieu à aucun procès-verbal qui permettrait d'en connaître formellement les motivations. Verbalement et de manière laconique, ces autorités se contentent très souvent d'évoquer le respect du mot d'ordre de « ville morte» comme justificatif, ignorant volontairement les difficultés à garantir la sécurité des employés et des clients à certaines occasions, notamment les jours où des mots d'ordre de grève sont lancés.

Ces actions qui relèvent d'un excès de zèle et même d'un abus d'autorités sont fortement préjudiciables pour des entreprises dont les activités sont déjà grandement hypothéquées par le climat d'insécurité. Lorsqu'elles concernent les agences des établissements bancaires encore en activité, ces décisions sont de nature à provoquer un effet de panique chez les clients avec des conséquences incalculables. En outre, elles laissent gravement penser que la neutralité politique des entreprises serait désormais mise en doute par ces autorités.

C- NW-SW : Activités économiques en ruine

Les conséquences économiques de ces évènements sont graves. Le tissu économique des Régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest qui constituent près de 20% de la population camerounaise, s'effondre littéralement, tout au moins en ce qui concerne le secteur formel et les répercussions se font de plus en plus ressentir dans le reste du pays. **Toutes** les entreprises menant directement ou indirectement des

activités dans ces régions indiquent que leurs activités y sont désormais en berne. La situation se caractérise par :

- La fermeture de la plupart des unités de production installées dans ces Régions ;
- Le retrait de la présence commerciale pour les entreprises qui y avaient des agences et autres représentations ;
- La rupture involontaire des contrats avec les partenaires et sous-traitants couvrant ces Régions ;
- Le renforcement des mesures de sécurité autour des installations encore opérationnelles et pour les employés qui y travaillent encore, ce qui renchérit considérablement les coûts opérationnels ;
- L'annulation des plans d'extension, d'investissement et de négociations avec des partenaires étrangers qui se basent souvent sur la capacité de leurs partenaires locaux à s'étendre et conquérir de nouveaux marchés ;
- ...

De manière spécifique, les impacts observés se présentent ainsi qu'il suit pour les filières spécifiques étudiées :

→ Filière café - cacao : perte de 56 milliards (20%) de recettes d'exportation

L'agriculture qui représente une part importante de l'activité économique des deux régions est particulièrement impactée par la crise sécuritaire. Le Sud-Ouest et le Nord-Ouest sont notamment d'importants bassins de production de thé, de palmier à huile et surtout de cacao et de café.

La filière cacao-café subit avec une acuité particulière les effets de cette crise sécuritaire compte tenu de ses spécificités et de l'importance de ces Régions dans la production de ces filières. Le Sud-Ouest représente notamment 45% de la production cacaoyère nationale tandis que le Nord Ouest est le principal bassin de production du café arabica avec plus de 70% de la production nationale.

L'impact sur ces filières concerne en premier lieu la production car l'insécurité et les déplacements de populations sont préjudiciables aux activités agricoles et à l'entretien des plantations. La quantité et la qualité de la production sont ainsi affectées ; l'entretien des plantations et les opérations post récolte étant réduites au minimum. Ceci a eu comme conséquence:

- l'absence de l'application des traitements;
- l'abandon, dans les champs, d'une grande partie des récoltes;
- le non traitement d'une grande partie des cabosses récoltées qui ne sont pas décabossées;
- les difficultés à procéder à la fermentation et au séchage qui se réalisent désormais au gré des menaces et des fuites en brousse.

De nombreuses familles sont ainsi désormais privées de leurs sources de revenus si l'on considère que les derniers chiffres faisaient état de 210 000 planteurs actifs dans la Région du SW.

En second lieu, le climat d'insécurité s'avère particulièrement nocif pour la collecte, le négoce et le transport des produits, activité s'étalant généralement d'octobre à Février pour le cacao. Les négociants sont particulièrement concernés par cette situation. De nombreux postes de contrôle sont installés sur les routes et exercent le racket des camions de transport lorsqu'ils n'incendient pas simplement les engins et leurs chargements. On déplore ainsi :

- des blocages répétés du trafic routier ;
- la destruction des magasins de stockage ;
- la confiscation et la destruction des camions et des pick-up ;
- des enlèvements des conducteurs, suivis des demandes de rançons ;
- La destruction des installations de traitement (séchoirs)
- etc.

Dans la filière cacao en particulier, la hausse de production observée dans les autres zones de production et l'ingéniosité des certains acteurs ont réussi à maintenir un relatif flux de transaction et permettent de limiter les dégâts au cours de cette campagne 2017-2018. Malgré tout, le Sud-ouest a perdu sa première place dans la production nationale de cacao au bénéfice du Centre passant de 45,45% des ventes nationales de cacao à 32%, soit une perte de 43 000 tonnes sur la campagne 2017/2018. La perte financière qui en découle est de l'ordre de 56 milliards F CFA si en valeur recettes d'exportation (rapatriement de devises) dont 35 milliards de F CFA de recettes des agriculteurs du Sud Ouest en considérant les cours du Cacao sur le marché mondial. Il convient d'y ajouter les primes aux planteurs dont la redistribution est complètement compromise. Dans ce cadre, c'est près de 3 milliards F CFA de revenus des planteurs perdus.

Il convient de noter que le contre coût sera très important pour les campagnes à venir même en cas de rétablissement du climat sécuritaire car de nombreuses plantations sont à l'abandon et une quantité considérable de l'équipement de production est désormais détruite. Le risque pour le 2018/2019, vue la situation encore plus critique qu'on constate en ces derniers mois de "mid crop" 2017/2018, est une perte entre 60 000 tonnes et 100 000 tonnes. Cela représenterait entre 78 et 130 milliards de FCFA en valeur recettes d'exportation (rapatriement de devises) dont entre 49 et 81 milliards de F CFA de recettes des agriculteurs du Sud Ouest.

En plus de la filière café-cacao, les deux régions sont aussi des bassins importants pour d'autres filières dans l'agriculture industrielle d'exportation (thé, palmier à huile, hévéa) et l'agriculture vivrière. Les manques à gagner concernant les filières de l'agriculture vivrière sont difficiles à estimer mais devraient être conséquentes si l'on considère les déplacements de populations, les vols et autres rackets. Les effets pourraient s'étendre sur plusieurs années et conduire ces Régions vers des situations de crise alimentaire, de famine et de disette prolongée. Le NW et le SW représentaient environ 20% des productions nationales de Maïs, Manioc, Pomme de terre, Haricot et Banane douce.

Tableau : Poids des Régions NW et SW pour quelques produits agricoles (en tonnes) et selon le RGE

Productions	NW	SW	National
Maïs	164 120	154 948	1 572 067
Manioc	130 746	457 350	4 082 903
Pomme de terre	45 858	4 575	196 687
Haricot	133 072	10 289	366 463
Banane douce	53 245	268 330	1 394 675
Huile de palme	25 248	100 758	254 129
Total	552 289	996 250	7 866 924
	% (7,0%)	(12,7%)	(100,0%)
Entreprises (RGE 2016)	13 197	14 664	209 482
	% (6,3%)	(7%)	(100%)

Au-delà des filières cacao et café, c'est aussi une menace sur le commerce extérieur qui est affecté étant donné le poids de ces produits dans la génération des devises dans notre pays.

→ *Transformateurs locaux : des arrêts d'activités en vue*

En aval des filières café et cacao, les industries de transformation voient leurs activités de plus en plus fragilisées. Il convient de souligner qu'en la faveur de trois réformes importantes (prorogation du régime des zones franches et points francs industriels, augmentation de la redevance export cacao brut, signature des APE), de nombreux investissements viennent d'être réalisés pour la transformation locale du cacao. Il était projeté un taux de transformation locale de 52% à l'horizon 2020 avec quatre usines désormais opérationnelles.

Pour les trois unités de transformation dont une part importante des matières premières provenait de ces Régions¹, des arrêts forcés d'activités pouvant s'étendre jusqu'à cinq semaines sont déjà programmés. La reprise de l'activité est d'ailleurs conditionnée, à court terme, par la possibilité de trouver d'autres sources d'approvisionnement et notamment de recourir à des importations ponctuelles. Des demandes d'autorisations pour à cette fin ont été transmises à l'administration mais il s'agit à coup sûr d'une remise en cause fondamentale du modèle économique ayant sous-tendu l'installation de ces unités.

La cessation d'activité envisagée par ces entreprises représenterait une perte de chiffre d'affaires de l'ordre de 10,8 Milliards de FCFA.

→ *Agro industries : CDC et PAMOL à l'agonie ; plus de 01 milliard de biens détruits pour CDC et 12 milliards de manque à gagner*

¹ - SIC CACAOS / DOUALA dont la capacité est passée de 30 000 tonnes à 55 000 tonnes de production
- NEOSSI INDUSTRY / KEKEM démarrera dans quelque mois son usine de 32 000 tonnes
- ATLANTIC COCOA / KRIBI démarrera dans quelque mois son usine de 48 000 tonnes

La crise touche particulièrement ces deux fleurons de l'économie camerounaise installés dans la Région du Sud-Ouest. Pour la CDC par exemple, la situation fait état de ce que sur 29 sites de production (plantations et usines) :

- 12 sites sont en arrêt total de production, certains sites étant devenus des camps de base pour des assaillants armés qui en ont délogé les travailleurs ;
- 10 sites ne sont plus que partiellement opérationnels en raison des interruptions sporadiques d'activités suite à des attaques de groupes armés, des interruptions de l'alimentation en énergie électrique ou à cause de l'inaccessibilité à certaines zones ;
- 07 sites dont 02 usines (Tiko et Idenau) et 05 plantations (Debundscha, Missellele, Ndongo, Mondoni et Moquo) sont encore entièrement opérationnels ;
- 6 124 emplois sont déjà perdus (sites en arrêt de production) et 5 805 autres relevant des sites partiellement opérationnels sont gravement menacés ; ce qui représente 71% de l'effectif total employé par la société.

Sur un plan financier, les pertes de la CDC sont immenses :

- La société est confrontée à des enlèvements et des exactions sur ses employés, des assassinats de travailleurs et de membres de leurs familles ;
- La société a fait l'objet de plusieurs extorsions de fonds de la part d'individus armés ;
- Des usines et des sites de productions ont été vandalisés, certains équipements volés et d'autres incendiés ;
- Des maisons d'habitation pour cadres et employés ont été vandalisés et d'autres incendiés ;
- De nombreux véhicules de transport ont été vandalisés ou simplement volés parfois avec leurs contenus en produits ;
- Les plantations, notamment d'huile de palme, ont fait l'objet de pillages et de vol de récoltes ;
- Les pépinières ont été pillées tandis que d'autres sont à l'abandon, remettant en cause la survie des jeunes pousses ainsi privés de l'entretien dont ils ont besoin ;
- D'importantes quantités d'huile de palme ont été abandonnées dans les réservoirs dans l'impossibilité de les acheminer vers les usines en raison de l'insécurité sur les routes ;
- Les plantations ne sont plus entretenues ni traitées laissant libre cours à la propagation des parasites et autres maladies faute de traitements phytosanitaires ;
- La CDC risque la rupture de contrats d'achat conclus avec des partenaires internationaux au regard de son incapacité actuelle à honorer ses engagements.

Une valorisation sommaire des pertes enregistrées chiffre à :

- Productions perdues de banane, huile de palme et de caoutchouc : 9,2 milliards de FCFA
- un manque à gagner en chiffres d'Affaires : 11,4 milliards de F CFA
- Autres pertes (équipements volés/ détruits, rançons, vols, ...) : 1,031 milliard de F CFA

A date et en supposant un retour rapide vers le calme et la sécurité, la CDC aura besoin d'une injection de fonds de l'ordre de 15 milliards de F CFA pour financer un éventuel plan de relance. Ce montant servirait notamment à payer des factures de fournisseurs afin de rétablir la confiance et reprendre les livraisons de matières premières / pièces de rechange nécessaires à la production ; remplacer les équipements de production détruits ; réhabiliter les plantations et amortir la dette sociale de l'entreprise.

Les autres agro industries ayant des plantations dans ces régions ne sont pas restées. Elles annoncent avoir également subi des actes de vandalisme et ont dû abandonner des plantations, laissant des centaines d'ouvriers au chômage technique. Le renforcement de la protection des plantations en dispositifs d'alerte induit des charges supplémentaires qui pèsent sur la rentabilité de l'exploitation. Les manques à gagner se chiffrent en centaines de millions par mois fragilisant les modèles économiques entiers de ces entités.

Pour les entreprises tournées vers l'exportation, la crise pourrait constituer la goutte d'eau de trop car les modèles économiques étaient déjà remis en cause par l'introduction, dans la loi de finances 2018, d'une taxe à l'exportation.

→ *Entreprises spécialisées dans les services à l'agriculture : Jusqu'à 60% de baisse d'activités*

Indirectement, les services à l'agriculture (distribution des produits phytosanitaires, machinisme agricole, conseil agricole, commercialisation, ...) s'en trouvent impactés. Pour la distribution des produits phytosanitaires en particulier, la chute des activités atteint 60% des ventes en raison notamment des difficultés que rencontrent aussi bien les agro-industries que les petits producteurs de ces régions qui ont dû déguerpir les champs pour se réfugier dans les villes ou ailleurs.

De nombreuses entreprises fournisseurs des agro industries (CDC et PAMOL) pâtissent de la détresse de ces dernières. Les créances s'accumulent et aucune commande n'est plus enregistrée. De nombreux stocks de produits courent vers les dates limites de péremption, faute d'autres débouchés.

→ *Industries agro alimentaire : 80% du SW et 60% du NW désormais inaccessibles*

De nombreuses industries agro alimentaires (entreprises brassicoles, industries meunières, industries laitières, ...) dont les unités de production sont installées hors des Régions du SW et du NW sont également impactées par la crise. Le climat d'insécurité a conduit au retrait des représentations commerciales et même à une

impossible couverture de plusieurs zones de ces Régions. Plusieurs entreprises ont été contraintes au démantèlement des infrastructures logistiques et de commercialisation lorsque celles-ci ont échappé aux vandalismes et destructions.

De nombreux sites ont en effet subi les assauts d'hommes armés ou des attentats par des engins explosifs de fabrication artisanale. Face aux intimidations, rackets et même des enlèvements, la quasi-totalité des employés exerçant dans ces zones a été redéployée dans les zones encore sécurisées et dans les autres régions. Des plans sociaux ne sont pas exclus si la situation perdure.

Les entreprises de fabrication des boissons observent notamment des pertes de chiffres d'Affaires allant jusqu'à 40 milliards de F CFA. Les actes de vol et de vandalismes ont déjà coûté à ces dernières plus de 500 millions de F CFA en pertes matériels sans compter les sommes déboursées par leurs employés pour échapper aux rackets et autres menaces.

Les industries meunières, bien que n'ayant pas minoterie installée dans ces régions voient également leurs activités souffrir de ce climat d'insécurité. Des camions de livraison leur appartenant ou à des tiers travaillant directement ou indirectement pour leur compte ont été incendiés. Les livraisons auprès des clients ont baissé, même si l'intensité diffère d'une entreprise à une autre. Elles vont notamment de 5% à 40% pour les entreprises les plus impactées. Le manque à gagner pour l'ensemble de la filière pourrait ainsi avoisiner 4,9 milliards F CFA.

Les entreprises ont notamment perdu le contact avec des clients boulangers et autres grossistes, le nombre de livraison a chuté, drastiquement dans certains cas. Des licenciements pouvant atteindre 15% des effectifs sont en étude si la situation perdure.

➔ Télécommunications : 300 millions F CFA d'équipements détruits et plus d'un milliard F CFA de manque à gagner par mois

Ce secteur a été l'un des premiers sévèrement touché par les effets de la crise. La rupture de l'internet pendant trois mois avait considérablement handicapé l'activité dans plusieurs secteurs, notamment celui des établissements bancaires, des compagnies d'assurances, des établissements de commerce et distributions sans oublier les opérateurs et fournisseurs d'accès internet.

L'escalade de la violence qui a suivi à partir du mois d'octobre 2017 a lourdement frappé le secteur avec la destruction quasi systématique des pilonnes et des sites de transmission. Au 31 juillet 2018 et sur un total de 618 sites installés dans ces Régions, on dénombrait 114 sites (20%) affectés (entièrement ou partiellement détruits). Une première estimation minimale chiffre à peu près à 283 732 000 FCFA le coût des équipements perdus dans les sites vandalisés.

Plus important encore, la couverture dans ces zones est fortement perturbée car la plupart des sites encore opérationnels sont désormais inaccessibles, sauf en présence d'une escorte militaire. Les manques à gagner en termes de chiffres d'Affaires pour les opérateurs de téléphonie sont estimés à près de 975 millions de F

CFA par mois. Plusieurs contrats (entre 5 et 10) ont été rompus entre le constructeurs locataire de pilonnes et les operateurs de téléphonie.

Comme déjà observé durant la période de rupture de l'internet, les difficultés de couverture de plusieurs zones en réseaux de télécommunications ont des répercussions néfastes sur plusieurs autres secteurs d'activité. Les petits métiers, florissants dans ce secteur et occupant de nombreux jeunes sont particulièrement concernés.

➔ Commerce et distribution : Présence commerciale réduite à sa plus simple expression

Face aux actes de vandalisme et autres intimidations auxquels elles se sont retrouvées confrontées, les entreprises de commerce et distribution ont limité leur présence dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest aux zones où des garanties de sécurité existent encore. Il s'agit notamment dans le Sud-Ouest de la ligne Tiko – Mutenguéné – Ombé – Limbé et dans le Nord-Ouest, de la ville de Bamenda et ses environs immédiats.

Le retrait opéré par ces entreprises a sérieusement affecté leur efficacité commerciale acquise de haute lutte après des investissements matériels et immatériels considérables. L'espace commerciale ainsi abandonné laisse la place aux produits de contrebande qui envahissent plus que jamais les marchés.

Parmi les entreprises de distribution les plus impactées, on retrouve notamment les distributeurs de matériaux de construction et de produits alimentaires de grande consommation. Ce secteur pâtit de l'arrêt des investissements tant publics que privés dans ces Régions. En raison de la stigmatisation, des risques de rackets et de rancunes sociales, les constructions privées sont désormais très rares. Les relais locaux des entreprises de distribution ont été contraints d'abandonner leurs activités suite à des actes de vandalisme sur leurs matériels de transports et au regard des difficultés à rallier les villes moyennes de ces Régions. Les chiffres d'affaires réalisés dans ces Régions sont en baisse de plus de 50% en moyenne et représentent une incidence de l'ordre de 20 à 30% sur les chiffres d'affaires globaux des entreprises consultées.

D- NW-SW : des répercussions importantes au plan macro économique

L'insécurité qui sévit dans les Régions du Sud-Ouest et Nord-Ouest a désormais des incidences économiques globales qui ne peuvent plus être négligées. Des entreprises consultées par le GICAM dans le cadre de l'élaboration du Tableau de Bord de l'Economie, 86% d'entre elles annoncent que la crise dans ces régions a des répercussions négatives très importantes (50%), et importantes (36%) sur leurs activités.

IMPACT NEGATIF DE LA CRISE DANS LE SUD-OUEST ET LE NORD-OUEST SUR LES ACTIVITES				
SECTEUR D'ACTIVITE	Très important	Important	Peu important	Ensemble
ACTIVITÉS A CARACTÈRE COLLECTIF OU PERSONNEL	50.0%	50.0%	0.0%	100%
ACTIVITÉS DE FABRICATION	50.0%	20.0%	30.0%	100%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES	20.0%	70.0%	10.0%	100%
AGRICULTURE, CHASSE ET SYLVICULTURE	0.0%	100.0%	0.0%	100%
COMMERCE ; REPARATION DE VEHICULES	66.7%	16.7%	16.7%	100%
ÉDUCATION	50.0%	50.0%	0.0%	100%
HÔTELS ET RESTAURANTS	50.0%	50.0%	0.0%	100%
IMMOBILIER, SERVICES AUX ENTREPRISES	85.7%	0.0%	14.3%	100%
TRANSPORTS, COMMUNICATIONS	25.0%	75.0%	0.0%	100%
Total Général	50.0%	36.0%	14.0%	100%

Selon les estimations sommaires réalisées, la crise a déjà coûté **2 153 192 651 F CFA** de destructions de biens immobiliers, de matériels roulants et meubles. Le manque à gagner en termes de Chiffres d'Affaires est estimé à **269 056 139 065 F CFA** dans les secteurs investigués ainsi qu'il suit :

Secteurs	Pertes équipements	Manque à gagner CA
- Industries agro alimentaires :		43 368 605 780
o Dont Fabrication de boissons :	342 187 774	34 620 212 433
o Industries meunières :		4 918 313 621
o Fabrication de produits laitiers :		3 830 079 725
- Agro industries locales :	1 169 901 827	24 615 536 015
- Télécommunications :	283 732 000	12 955 529 022
- Filière café – cacao :		67 359 319 435
- Services agricoles :	132 371 049	40 925 462 434
- Distribution :	225 000 000	84 750 000 000
Total	2 143 192 651	269 056 139 065

Il convient de signaler que le manque à gagner en termes de chiffres pour ces entreprises implique mécaniquement un manque à gagner immédiat de **5 919 235 059 F CFA** de recettes fiscales pour l'Etat au titre de l'acompte de l'Impôt sur les Sociétés (dont le taux est fixé à 2,2% calculé sur le Chiffre d'Affaires).

En termes d'emplois, les pertes sont essentiellement ceux des entreprises agro industrielles. Dans l'ensemble, près de **8 000 emplois** relevant du secteur formel sont aujourd'hui menacés en plus des **6 434 emplois** déjà perdus sur les sites en arrêt de production des agro industries.

Au delà de ces chiffres catastrophiques, les répercussions de la situation dans les Régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest sur l'ensemble de l'économie sont particulièrement importantes compte tenu du positionnement spécifique de ces Régions dans certaines filières de notre économie et surtout compte tenu du contexte spécifique dans lequel la crise est intervenue.

La région du Sud-Ouest, en particulier, occupe une place économique très sensible pour certaines filières agricoles et accueille des investissements stratégiques

importants. La crise met profondément à mal des filières aval et se propage aux nombreux fournisseurs des mastodontes agro industrielles qui y sont installées.

En outre, cette crise sécuritaire est survenue dans un contexte particulier de convalescence économique, le pays accusant encore le coup de la chute drastique des prix de matières premières. Cette conjoncture internationale défavorable avait notamment fragilisé les fondements des finances publiques (déficit budgétaire passant de 2% du PIB en 2015 à 6,5% en 2016) et généré une accumulation de la dette et des arriérés de paiements de l'Etat, notamment auprès des entreprises. Elle venait de conduire le Gouvernement à solliciter un appui du FMI pour un accompagnement budgétaire adossé sur un Programme de Réforme économique.

L'ajustement conduit dans ce cadre s'est traduit en outre par une pression fiscale de plus en plus forte sur les entreprises par la multiplication des prélèvements, l'intensification des contrôles, le durcissement des conditions de remboursement des sommes dues aux entreprises, y compris les crédits de TVA, etc. Concomitamment à cette pression, une autre difficulté avait déjà émergé et portait sur l'accès aux devises.

Face à la pénurie des devises, les délais de traitements et de réponses aux demandes de devises faites par les banques commerciales à la banque centrale sont désormais incertains et vont de plusieurs semaines à plusieurs mois. Les retards - voire des blocages - des transactions entre fournisseurs et/ou clients à l'Etranger qui en découlent concernent toute l'économie, y compris des industries dont l'essentiel des matières premières est importé.

Avec la perte des investissements et des marchés dans les Régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest, une menace sérieuse pèse sur la continuité des activités de plusieurs entreprises, y compris les plus importantes. Un risque de crédit crunch n'est plus à écarter vu la multiplication des limitations à l'octroi des crédits aux entreprises et aux particuliers, et la forte hausse des coûts liés à l'endettement ; la crise et les autres difficultés ci-dessus mentionnées ayant accentué la perception des risques.

E- NW-SW : Attentes spécifiques des entreprises

Plus que jamais, il convient de se rendre à l'évidence : la crise sécuritaire des Régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest pourrait entraîner l'économie dans son ensemble vers la récession en raison de fragilité du contexte dans lequel elle survient et de la place spécifique qu'occupent ces Régions dans certains segments de notre économie. Des mesures de sauvegarde s'imposent pour juguler ce risque.

La plus importante est la stabilisation du contexte sécuritaire de manière à stopper la dégradation de la situation et enclencher un processus de retour à la paix dans l'ensemble du pays. Il est impératif d'éviter l'extension du climat d'insécurité à d'autres zones et Régions du pays ; des cas de braquage d'entreprises par des groupes armés se signalant déjà dans la zone de Bonabéri.

De manière spécifique, les attentes des entreprises sont exprimées ainsi qu'il suit :

Renforcement des mesures de sécurisation

- Etablir à l'immédiat une véritable ligne de front pour garantir la sécurisation des zones encore accessibles et protéger les infrastructures stratégiques (raffinerie, chef lieu de Région, lignes principales de transport de l'énergie électrique, etc.).
- Renforcer la sécurisation des zones industrielles, notamment celle de OMBE ;
- Garantir une garde armée continue et permanente des établissements de crédits dans les villes où des agences d'établissements financiers sont encore opérationnelles ;
- Systématiser les escortes militaires pour les convois de livraison en direction des villes en situation d'insécurité à l'aller comme au retour ;
- Sécuriser spécifiquement les sites de pylônes de télécommunications et les autres investissements stratégiques ;
- ...

Soutien aux unités encore opérationnelles dans ces Régions

Les coûts opérationnels se sont significativement renchérís pour maintenir une présence commerciale dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Un soutien spécifique est indispensable pour permettre aux entreprises de continuer à y opérer malgré les conditions précaires de sécurité actuelles et à celles qui ont subi des préjudices de se relever.

A ce titre, elles pourraient bénéficier :

- Des facilités de financement pour réparer les préjudices subis et remettre en fonctionnement leurs équipements ;
- D'un accès prioritaire lors des opérations de remboursement de crédits de TVA et de dettes intérieures ;
- De périodes moratoires spécifiques pour certaines obligations vis-à-vis de l'Etat ;
- D'une meilleure considération de la part des autorités locales qui au lieu de les intimider devraient les soutenir et les encourager ;

Réduction des répercussions à l'ensemble de l'économie

Dans le climat d'incertitude actuel, il est nécessaire de doper l'activité économique dans les autres Régions afin d'amortir le choc du ralentissement observé dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. De fait, la réalisation des objectifs de croissance convenus avec les partenaires internationaux dépend désormais de la capacité à éviter la propagation des effets de la crise et à assurer un rythme d'activité plus important dans les autres Régions.

A ce titre, il convient de :

- Octroyer des autorisations spéciales d'importations de matières premières aux industries éprouvant des difficultés d'accès à ces Régions ; le cas notamment des unités de transformation locale de cacao ;
- Tout mettre en œuvre pour préserver l'organisation de la CAN 2019 dont la tenue pourrait être hypothéquée par le climat d'insécurité et veiller à impliquer autant que possible les entreprises locales dans cet évènement ;
- Accélérer le remboursement de la dette de l'Etat due aux PME ;
- Accélérer certaines réformes sectorielles pour restaurer la confiance et offrir de la visibilité à moyen terme aux investisseurs ;
- Observer une véritable pause fiscale en s'assurant notamment que la loi de finances 2019 n'introduise pas de contraintes et de pressions fiscales supplémentaires pour les entreprises ;
- Instaurer des incitations spécifiques pour permettre aux entreprises des secteurs les plus sinistrés d'accélérer leurs redéploiements dans les autres Régions ;
-

Relèvement économique post crise des deux Régions

La phase post crise nécessitera une véritable "**Plan Marshall**" pour le relèvement économique des Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Il s'agira :

- Remettre à niveau les infrastructures et équipements détruits, y compris par des subventions aux entités privées touchées ;
- Mettre en place un plan de subventionnement massif des mastodontes agro industrielles installées dans ces zones et particulièrement sinistrées (CDC, PAMOL, ...) ;
- Octroyer des appuis spécifiques aux producteurs agricoles pour reconstituer leurs matériels végétales et relancer les productions vivrières indispensables pour assurer la sécurité alimentaire des populations ;
- Instaurer des incitations spécifiques et probants pour les investissements réalisées dans ces Régions ;
- Relancer et intensifier la construction d'infrastructures publiques (écoles, routes, adduction d'eau, électrification, bâtiments administratifs, ...) dans les deux Régions ;

F- Conclusion

La crise dans les Régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest a déjà sérieusement entamé le tissu économique existant dans ces Régions. Elle a fragilisé des filières importantes comme celle du cacao et conduit à l'agonie des mastodontes agro industrielles qui structuraient des pans entiers de l'économie de ces Régions et au delà. Face aux menaces, pertes suite à des actes de vandalisme et autres, de nombreuses entreprises y ont réduit leurs présences commerciales à sa plus simple expression. Les manques à gagner en termes de chiffres sont importants et s'ajoutent aux préjudices déjà subis suite aux destructions d'actifs.

Au regard du contexte économique fragile (accumulation de déficits budgétaires publics suite à la chute drastique des cours de matières premières, pénuries de devises) dans laquelle cette crise est intervenue, le risque est désormais grand de voir la dégradation se généraliser à l'ensemble de l'économie du pays, notamment via un resserrement excessif des conditions de crédits. C'est l'ensemble du climat des affaires qui en souffre, impactant négativement l'attractivité du pays pour de nouveaux investisseurs avec des risques de délocalisation de certains investissements et le recul de la notation du Cameroun sur les classements internationaux (doing business notamment). Un plan de mitigation s'impose désormais à travers quatre composantes au moins :

- Renforcement des mesures de sécurisation
- Soutien aux unités encore opérationnelles dans ces Régions
- Réduction des répercussions à l'ensemble de l'économie
- Relèvement économique post crise des deux Régions

La mise en œuvre d'un tel plan est le moindre pour des entreprises écartelées par la crise, et en proie au spectre des dépôts de bilan et des licenciements massifs qui se profile pour l'ensemble d'entre elles, avec des risques sérieux de désagrégation économique et sociale de ces deux Régions.